le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 04 juillet 2021 N° 476 PRIX : 0,60 Euro

Sénégal

Renforcement de l'arsenal juridique pour museler la contestation

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial : Renforcement de l'arsenal juridique pour museler la contestation.

Pages 3 : **Mali**

- Un nouveau gouvernement de transition sous la botte des galonnés.

Pages 3 à 10 : **Côte d'Ivoire**

- Gbagbo est de retour : il est déjà au « garde-à-vous » pour reprendre du service auprès des capitalistes !
- Affrontements à Facobly : ne pas laisser la xénophobie et l'ethnisme se propager !
- Nomination de ministres-gouverneurs : à la soupe !
- Opération mains propres ou règlement de compte politique ?
- Lutte contre la cherté de la vie : quand le premier ministre joue la comédie pour distraire sa galerie !
- On n'a pas l'argent, vous voulez qu'on vive où ?
- Travail des enfants et hypocrisie des gouvernants !
- Cadence infernale et détérioration de la vie des travailleurs.
- YU YUAN : Les travailleurs se défendent avec l'arme de la grève.
- LOGIS : L'esclavage capitaliste au quotidien

Pages 10-11**: Éthiopie**

- *Le gouvernement fédéral face à la rébellion armée au Tigré*

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 20 €
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter.

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Éditorial

SÉNÉGAL : RENFORCEMENT DE L'ARSENAL JURIDIQUE POUR MUSELER LA CONTESTATION

Après avoir violemment réprimé les grandes manifestations du mois de mars dernier, avec au moins 14 manifestants décédés et plusieurs autres blessés et arrêtés, Macky Sall croyait peut-être qu'il avait réussi à terroriser et à paralyser pour une longue période ceux qui contestent son pouvoir et surtout son envie de briguer un troisième mandat présidentiel alors que la loi actuellement en vigueur ne le permet pas. Force est de constater que malgré les violences policières et les intimidations de tous genres contre certains leaders de la contestation, celle-ci est bien vivante et active, n'en déplaise à Macky Sall et à ceux qui avec lui croient que le pouvoir est à eux pour longtemps et qu'ils peuvent tranquillement s'enrichir en contrôlant les caisses de l'État et en mettant leurs proches et leurs familles dans les postes les plus lucratifs de l'appareil d'État.

La dernière trouvaille de Macky Sall pour faire taire la contestation de rue c'est la nouvelle loi qu'il a fait voter en procédure d'urgence le 25 juin dernier, sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Cette loi vise à criminaliser les marches et les rassemblements qui pourront être dorénavant considérés comme des actes de terrorisme et passibles de réclusion criminelle à perpétuité s'ils menacent de « troubler gravement l'ordre public ou le fonctionnement normal des institutions ».

Une partie de l'opposition, notamment les partisans d'Ousmane Sonko et les militants des mouvements tels que « Y'en a marre », Frapp-France Dégage ou M2D (Mouvement pour la défense de la démocratie) ont manifesté pacifiquement le jour du vote de cette loi liberticide, leurs dirigeants ainsi que le rappeur Nit Doff ont été embarqués immédiatement par la police.

En faisant volontairement une sorte d'amalgame entre le trouble à l'ordre public et un acte terroriste, le gouvernement menace l'ensemble des travailleurs qui demain, s'ils font grève et manifestent dans la rue contre les bas salaires, les mauvaises conditions de travail, de logement, de transport, ou contre les coupures d'eau et d'électricité, le délabrement des hôpitaux et des écoles pu-

blics, etc., pourraient être assimilés à des terroristes.

Mali

UN NOUVEAU GOUVERNEMENT DE TRANSITION SOUS LA BOTTE DES GALONNÉS

Le colonel Assimi Goïta, principal responsable du coup d'État d'août 2020, a renforcé sa position au sein du gouvernement de transition en écartant le président Bah Ndaw et le Premier ministre Moctar Ouane quelques mois après leur nomination. Le 7 juin dernier, il s'est fait proclamer officiellement président de la Transition puis il a nommé son nouveau Premier ministre et ses ministres en prenant soin de mettre des galonnés proches de lui dans quelques postes-clés tel que celui de la Défense.

Le 7 juin 2021, le colonel Assimi Goïta fait son show télévisuel de prestation de serment au titre de président de la Transition

L'actuel Premier ministre, Choguel Maïga, est issu du Mouvement du 5 juin dans la mouvance des milieux religieux proches de l'imam Mahmoud Dicko, célèbre pour ses positions très réactionnaires en matière d'éducation et surtout à l'égard des femmes.

Choguel Maïga est considéré comme un « vétéran de la politique », il a mangé à tous les râteliers depuis la dictature de Moussa Traoré (renversé en 1991) jusqu'à la présidence d'Ibrahim Boubacar Keïta dit IBK, en passant par tous les régimes qui se sont succédé. Il n'est devenu « opposant » à IBK que quand son portefeuille ministériel n'a pas été renouvelé à la suite d'un remaniement ministériel en juillet 2016. Il s'est alors rapproché des milieux islamistes dans la mouvance de l'imam Dicko et a surfé sur le mouvement de contestation contre le régime d'IBK car il a senti que c'était plus profitable pour la suite de sa carrière politique. Sa place de Premier ministre aujourd'hui dépend de sa capacité de combiner le soutien des milieux religieux et des putschistes.

Les travailleurs n'ont rien de bon à attendre de lui ni des militaires putschistes, pas plus qu'ils n'ont eu à espérer des régimes précédents. Les seules améliorations qu'ils peuvent obtenir ne viendront que de leurs propres luttes contre la dictature, les injustices sociales et l'exploitation capitaliste.

Côte d'Ivoire

GBAGBO EST DE RETOUR : IL EST DÉJÀ AU « GARDE-À-VOUS » POUR REPRENDRE DU SERVICE AUPRÈS DES CAPITALISTES !

À peine de retour en Côte d'Ivoire après dix ans d'absence, Gbagbo a aussitôt montré sa « *disponibilité* » et déclaré qu'il est au « *garde-à-vous* » en vue de l'élection présidentielle de 2025. En somme, il informe les dirigeants de l'impérialisme français et américain qu'il est prêt à reprendre du service au cas où ils auraient besoin de lui pour diriger de nouveau le pays. Il estime avoir encore assez de crédit auprès des popula-

tions pauvres pour le monnayer auprès des capitalistes.

Tout cela est bien dérisoire et loin des préoccupations des travailleurs et des populations pauvres dont la situation ne cesse de s'aggraver avec l'augmentation du coût de la vie et le maintien des bas salaires.

Durant ces trente dernières années, les travailleurs ont déjà vu les Gbagbo, Bédié, Soro, Ouattara et consorts défiler au pouvoir. Ils peuvent en tirer au moins une certitude : le pouvoir en place peut changer demain, mais la situation des pauvres, elle, ne changera pas car tous ces hommes politiques qui veulent diriger l'État sont au service de la minorité riche, de ceux qui s'enrichissent en exploitant les travailleurs.

Ces riches détiennent les banques, les usines, les moyens de production. Ils n'ont pas besoin d'appartenir à telle nationalité ou à telle ethnie pour que leurs intérêts soient défendus au plus haut niveau de l'État. Leur nationalité, c'est celle d'appartenir au monde des riches ! C'est aussi la nationalité de Soro, Gbagbo, Bédié, Ouattara et consort.

Il y a dix ans, l'impérialisme français a éjecté le clan Gbagbo au profit du clan Ouattara. Si demain il estime que Ouattara a fait son temps et n'est plus en mesure de défendre ses intérêts en Côte d' Ivoire et dans la sous-région, il pourra enfourcher un autre clan lors de la prochaine échéance ; cela pourrait être Gbagbo ou un autre. Du point de vue des intérêts capitalistes, c'est blanc bonnet et bonnet blanc !

Ils sont, pourrait-on dire, interchangeables. Leur principale différence n'est pas fondamentalement politique. Elle tient principalement de leur appartenance ethnique et religieuse différente et de leur capacité à mobiliser leurs partisans sur cette base. Alors, ces gens-là jouent quelques fois sur ces fibres sensibles, quitte à entraîner le pays dans la barbarie ethniste ou xénophobe, comme on a pu avoir un aperçu récemment lors de la flambée de violence à l'encontre des ressortissants nigériens vivant paisiblement dans les quartiers populaires. Les victimes étaient souvent pauvres comme leurs bourreaux, voire encore plus pauvres.

Ce genre de barbarie permet aux riches de canaliser de temps en temps la colère des pauvres contre d'autres pauvres. Pendant ce temps, l'exploitation des travailleurs continue. Quelques crédules se satisferont demain du remplacement du clan Dioulà à la tête des affaires de la bourgeoisie par un clan Baoulé ou Bété. Mais les travailleurs eux, qu'ils soient dioulas, baoulé, bété ou autres, continueront à être exploités de la même façon et à mener une vie d'esclave des capitalistes jusqu'à ce qu'ils décident de s'organiser pour y mettre fin.

Les Ouattara et autres Gbagbo ne pourront pas arrêter la colère des travailleurs contre les exploiteurs, lorsque celle-ci explosera et que les travailleurs engageront la lutte contre la bourgeoisie pour obtenir de meilleurs salaires, de meilleures conditions de vie. C'est à travers ce genre de lutte qu'ils prendront conscience de leur force et décideront un jour de prendre le contrôle des banques, des usines et des moyens de production. Ce sera alors une lutte à mort contre ce système capitaliste et pour la construction d'une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme et de toutes formes d'injustice sociale.

17 juin 2021, la police a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser des centaines de personnes qui se rendaient à l'aéroport pour accueillir Gbagbo après dix années d'absence

AFFRONTEMENTS À FACOBLY
NE PAS LAISSER LA XÉNOPHOBIE ET L'ETHNISME SE PROPAGER !

Durant deux jours, les habitants de Facobly ont vécu sous la violence des affrontements

Facobly, localité de l'ouest de la Côte d'Ivoire, a été secouée par des affrontements le lundi 28 et mardi 29 juin. Les magasins et commerces de la communauté guinéenne ont été pillés et saccagés.

Tout est parti d'un drame qui s'est produit le dimanche. Une jeune fille wobé, ethnie de cette région, a été retrouvée morte étranglée. Les soupçons se sont portés aussitôt sur son ami guinéen. C'est ainsi qu'en représailles le lendemain, dès que la nouvelle s'est répandue, les jeunes wobé ont commencé à s'en prendre à la communauté guinéenne.

Dans cette situation de chômage, de misère qui se généralise et touche toutes les populations, on le voit ici, le moindre fait divers peut être exploité par des hommes politiques sans scrupules ou tout simplement par des jeunes sans boussole et sans perspective aucune.

Ce genre de situation est une catastrophe pour toutes les communautés, surtout pour les petites gens qui vivent ensemble dans les quartiers pauvres. C'est dans leurs rangs que se comptent toujours les victimes. Voilà pourquoi les travailleurs conscients que ce genre de barbarie, ethniste ou xénophobe peut arriver partout, à tout instant et sans prévenir, doivent veiller à ne pas laisser se propager en leur sein des propos haineux, que ce soit au travail ou dans les quartiers. Les victimes, ce seront toujours eux les pauvres.

NOMINATION DE MINISTRES-GOUVERNEURS : À LA SOUPE !

Le 18 juin dernier, le président de la république a nommé 14 ministres-gouverneurs pour décentraliser, dit-il. Il y a 55 ministres pour un petit pays comme la Côte d'Ivoire, c'est scandaleux ! Il y a quelques années c'était la création du Sénat, de la « Chambre des rois et chefs traditionnels ». Avec la création de tous ces postes, ce sont des milliards qui sont engloutis pour satisfaire la coterie du président.

Pendant ce temps, la majeure partie de la population manque de tout : dans les quartiers ouvriers et les campagnes, il y a un réel déficit de centres de santé, d'établissements scolaires, de matériel et aussi de personnel qualifié. Il y a aussi le manque d'eau potable et d'électricité. Ainsi, quand il s'agit de faire des choses utiles pour la population les dirigeants ne trouvent pas de moyens. Par contre, ils ne manquent pas d'imagination pour satisfaire les appétits de leurs proches.

Ouattara en compagnie des roitelets et chefs traditionnels. Il leur a offert un siège et autres avantages en nature aux frais de l'État.

OPÉRATION MAINS PROPRES OU RÈGLEMENT DE COMPTE POLITIQUE ?

Une vaste opération d'audit de sociétés gouvernementales secoue en ce moment les hautes sphères de l'État. À ce jour, quatre structures d'État sont visées par les auditeurs : ce sont, la Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique (NPSP), l'Agence de Gestion et de Développement des Infrastructures Industrielles (AGEDI), l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) et l'Agence de Gestion Foncière (AGEF) dont le Directeur Général se trouve déjà en prison pour avoir détourné près d'un milliard de francs CFA. Les autres sont suspendus le temps que l'audit prenne fin. Mais tout porte à croire qu'ils resteront dans les filets de la justice tant le niveau des malversations est énorme. D'autres structures vont s'ajouter à la liste comme le Fond d'Entretien Routier ou encore l'ONECI, chargé de la confection et de la distribution des pièces d'identité.

L'opération vient à peine de commencer que certains laudateurs du pouvoir en place parlent déjà d'intégrité, de bonne gouvernance, etc. Si bonne gouvernance il y a, pourquoi attendre plus de dix ans avant de demander des comptes à des directeurs corrompus ? Et le gouvernement se garde bien de trop secouer le cocotier car ce serait comme s'il se tirait une balle dans le pied. Avec le niveau élevé de la corruption qui règne dans ce pays, beaucoup de monde risquerait de se retrouver derrière les barreaux, à commencer par ceux qui agissent dans les plus hauts sommets de l'État et de l'administration.

LUTTE CONTRE LA CHERTÉ DE LA VIE
QUAND LE PREMIER MINISTRE JOUE LA COMÉDIE POUR DISTRAIRE SA GALERIE !

Le vendredi 2 juillet, le Premier ministre s'est rendu au forum d'Adjamé accompagné d'autres ministres pour se rendre compte, d'après eux, de la flambée des prix sur le marché. Comme ça grogne un peu partout, les autorités veulent montrer dans les médias qu'elles sont préoccupées par cette augmentation et qu'elles mettront tout en œuvre pour freiner cela. De la pure comédie !

Depuis plusieurs mois, les prix sur les marchés ne font qu'augmenter. Mais qu'est-ce que les autorités ont fait comme action pour mettre fin à cela ? Rien ! Et nous avons pour exemple palpable, l'augmentation du prix de l'huile. Les autorités ont chanté dans tous les médias qu'elles mettraient tout en œuvre pour que l'augmentation soit annulée. Au final, il ne s'est rien passé.

Pour faire croire que le gouvernement est à l'œuvre, il a mis en place un « *conseil national de lutte contre la vie chère* ». Mais tout cela n'est que du théâtre organisé. Si le gouvernement voulait vraiment lutter contre la pauvreté, il déciderait d'augmenter les salaires des travailleurs dans le public comme dans le privé. Mais il n'en fera rien car son travail c'est de servir les intérêts des exploiteurs. Ce que le gouvernement et les riches craignent le plus, c'est la réaction des travailleurs.

Le marché d'Adjamé est le plus grand d'Abidjan

ON N'A PAS L'ARGENT, VOUS VOULEZ QU'ON VIVE OÙ ?

Dans la nuit du 30 juin au 1er juillet, une forte pluie s'est abattue dans les communes d'Abidjan. Il y a eu un glissement de terrain causant la mort de deux personnes.

Et comme chaque année pendant ces temps pluvieux, les premiers accusés sont les habitants de ces lieux qualifiés de "*zones à risques*". On entend très souvent dire qu'il faut sensibiliser ces derniers afin qu'ils quittent ces zones. À entendre les autorités politiques, on croirait que les habitants de ces quartiers n'ont pas conscience des risques qu'ils courent en logeant là. Mais tout le monde sait que ces habitants n'ont pas le choix car ils n'ont pas les moyens de vivre ailleurs que dans ces endroits dangereux. En effet, comment habiter dans des maisons dont le loyer coûte deux voire trois fois son salaire ? Déjà qu'on a du mal à payer son loyer dans une habitation en bordure de goudron et à assurer en même temps les dépenses en nourriture et en transport !

Cette situation montre toute l'injustice que vivent les petites gens dans cette société faite pour les riches.

Les habitants des quartiers précaires sont chassés sans ménagement lors des opérations de déguerpissements sous prétexte qu'ils vivent sur une zone dangereuse. Mais les autorités ne leur donnent aucune solution de rechange.

TRAVAIL DES ENFANTS ET HYPOCRISIE DES GOUVERNANTS !

La police criminelle en charge de la lutte contre la traite des enfants et la délinquance juvénile a intercepté 22 mineurs en partance pour être employés dans des plantations de Daoukro. Ces cas sont légions.

Le trafic des enfants vient de la pauvreté des parents. Au 19ème siècle déjà en Europe, les enfants étaient obligés de travailler dans des usines pour compléter la pitance familiale quotidienne. Près de deux siècles plus tard, malgré tout le développement de la société, rien n'a changé. Des millions de familles ont toujours besoin du travail des enfants pour ne pas mourir de faim !

Le système capitaliste transforme la grande majorité de la population en misérables et est pleinement responsable du travail des enfants. Le gouvernement à son service ne fait que du cinéma.

CADENCE INFERNALE ET DÉTÉRIORATION DE LA VIE DES TRAVAILLEURS

Nombreux sont les ouvriers du secteur du bâtiment qui sont contraints de travailler 16 à 18 heures d'affilée et cela, 6 jours par semaine. Cela détériore leur état de santé et ne les sort pas de la misère.

Depuis près de dix ans, des grands travaux sont entrepris par l'État ; des hôtels de luxe, des boulangeries, des hyper marchés et des habitations de luxe fleurissent. Mais tous ces édifices qui embellissent la ville d'Abidjan sont le produit du travail de milliers d'ouvriers qui triment chaque jour pour les réaliser au prix de leur vie.

On les contemple certes ces édifices avec satisfaction, mais la souffrance qui est derrière, elle, n'est pas visible ! Ce sont des

accidentés, des traumatismes à vie, des morts sur les chantiers, sans compter des licenciements à gogo à la fin des chantiers.

Le rythme du travail devient de plus en plus infernal. Sur certains chantiers, c'est jusqu'à 18 heures de travail par jour avec une heure de pause maximum. Et là encore, ce temps de repos est souvent pris par le trajet à pieds pour aller s'alimenter. Sur le chantier de la société ACC à Marcory, un ouvrier a été retrouvé mort au petit matin. Il parait qu'il a fait une chute de plusieurs étages dans la nuit sans que personne ne s'en aperçoive, sans doute épuisé par une très longue journée de travail. Certains ouvriers montent à 7h30 pour ne finir la journée qu'à 22h ou 23h. À ce rythme, certains ne rentrent à la maison que les week-ends. Dans ces conditions d'épuisement, la vigilance baisse et une chute est vite arrivée, d'autant plus que ces chantiers ne répondent pas aux normes de sécurité.

Sur le chantier de SETAO au CHU de Yopougon, un ouvrier a eu un malaise mais il a eu la vie sauve car pris en charge rapidement. Ce grutier dont la grue a d'énormes problèmes de mécanique est le seul à pouvoir la manier. Il doit manger et uriner dans la cabine. Après un malaise, il n'a eu droit qu'à 2 jours de repos alors que le médecin lui en avait prescrit 15. Malgré sa convalescence, SETAO l'a persuadé à reprendre le travail. Qu'en sera-t-il la prochaine fois ?

Les travailleurs accumulent les heures pour espérer augmenter leur salaire mais ils sont très vite désenchantés par le coût élevé des denrées alimentaires et des loyers. Ils dorment sur les chantiers à la belle étoile par manque de transport ou parce qu'ils ont fini tard la nuit. En cas de maladie ou d'accident, ils sont mis à la porte et sont livrés à eux-mêmes. Certains font l'aumône, d'autres sont aidés par des cotisations de leurs collègues ou parents. Dans ce secteur du bâtiment et des travaux publics, les travailleurs ne sont carrément pas déclarés à la CNPS. Cette situation n'est pas propre au secteur du bâtiment, c'est une réalité partagée dans tous les secteurs d'activités. Elle ne changera pas sans une réaction collective et rigoureuse des travailleurs contre les capitalistes.

Le 27 octobre 2020, un immeuble en construction s`est effondré dans la commune de à Yopougon faisant plusieurs morts.

ÉCHOS D'ENTREPRISES

YU YUAN : LES TRAVAILLEURS SE DÉFENDENT AVEC L'ARME DE LA GRÈVE

Yu Yuan est une petite scierie chinoise située dans la zone industrielle de Yopougon. Les travailleurs de cette scierie sont en lutte contre la direction depuis plus d'un mois pour réclamer de meilleures conditions de travail.
Malgré les attaques répétées de la part du patron, les travailleurs continuent de se mobiliser en bloquant l'entreprise et cela depuis une semaine. Cette nouvelle grève fait suite à un licenciement de plus de 50 travailleurs sur la soixantaine que compte cette entreprise.

Voici le récit des grévistes : « *Le mercredi 23 juin, nous avons appris très tôt le matin avec stupéfaction, le décès de l'un de nos collègues qui était pourtant bien portant et au travail avec nous la veille. Cette disparition tragique a créé un émoi chez l'ensemble des travailleurs qui ont eu du mal à reprendre le travail. C'est suite à cela*

que l'un des petits chefs chinois nous a ordonné de regagner notre domicile.

Le lendemain, jeudi 24 juin, au cours de la confrontation à l'inspection du travail, la direction a été condamnée à respecter les douze points de revendications des travailleurs. En plus de plusieurs primes à nous verser sous forme de rappel, elle doit verser aussi l'argent qu'elle nous a volé durant plusieurs mois.

Alors, pour ne pas exécuter cet accord qui la condamne, et surtout pour mettre fin à la lutte qui dure depuis plus d'un mois, la direction a, de retour de l'inspection, distribué des demandes d'explication à plus d'une quarantaine de travailleurs, sous prétexte que nous avons refusé de travailler le mercredi. Deux jours après, soit le samedi 26 juin, même ceux qui n'ont pas reçu de demande d'explication, ont reçu des lettres de licenciement pour ''faute lourde''.

Le lundi 28 juin, nous nous sommes tous rendus à l'usine pour exiger des explications au patron car les lettres de licenciement ont été distribuées un jour non-ouvrable. Pour toute réponse, un petit patron nous a informés que l'usine est fermée pour trois jours. À notre tour, nous nous sommes réunis en assemblée pour élire un comité de grève et mettre sur pied un piquet de grève de 10 personnes chargées de surveiller l'entrée de l'usine pendant ces trois jours. À l'inspection de travail, nous avons refusé de lever notre mot d'ordre de grève comme le voulait un inspecteur apparemment proche du patron.

Pour finir, l'inspection a convoqué les deux parties pour le mardi 06 juillet 2021. En attendant cette date, nous continuons notre mobilisation qui consiste à faire toujours une assemblée le matin et laisser 10 personnes en faction toute la journée, devant l'entrée de l'usine.

Nous sommes conscients que seule notre mobilisation peut payer et pour le moment, le moral de la troupe est au beau fixe malgré les tentatives de la direction de nous diviser en appelant quelques-uns à reprendre travail. »

Côte d'Ivoire

ÉCHOS D'ENTREPRISES

LOGIS : L'ESCLAVAGE CAPITALISTE AU QUOTIDIEN

LOGIS est une entreprise de transports de marchandises. Elle emploie plus de 600 travailleurs pour près de 300 camions en circulation.

Voici les propos d'un des travailleurs : *« Notre entreprise à ses bases dans trois villes du pays dont la plus grande est située à Abidjan où se trouve la direction. Ensuite, nous avons un site à San-Pedro et un autre à Guiglo. Notre travail consiste à transporter les produits comme les boissons de Solibra ; le caoutchouc de Saph, les produits finis de Nestlé, etc. Nous transportons aussi des marchandises dans les pays de la sous-région.*

Il y a 5 ans, naissait notre entreprise avec 2 camions et une dizaine d'employés. À force de nous acharner au travail, l'entreprise a connu un essor rapide qui lui a permis d'avoir aujourd'hui plus de 200 camions de transport de marchandises. Malgré ces efforts, nos conditions de travail restent précaires. Aucun des travailleurs n'est déclaré à la CNPS. La majorité est sous contrat à durée déterminée ou des journaliers. La direction ne cesse de nous accuser de vol alors que les camions sont dotés de GPS.

Les renvois se font sans aucune demande d'explication permettant aux travailleurs de donner leur version des faits. Nous travaillons sans repos car nous sommes ap-

pelés à tout moment s'il y a des marchandises à transporter. Mais en cas d'accident suite à la fatigue accumulée, les réparations de l'engin endommagé sont au frais du conducteur du véhicule.

Nous nous rendons sur les sites très tôt le matin à 7h 45 et souvent nous y restons jusqu'à minuit voire 6h du matin en attendant que les camions soient chargés. Mais la direction ne prend en compte que le temps du transport des marchandises et non le temps perdu sur le site.

Les salaires sont bas, nous sommes obligés de nous surpasser en faisant plusieurs longs voyages afin d'avoir des frais de voyage pour arrondir les salaires à la fin du mois. Quand nous avons la chance d'être chargé très tard la nuit, la direction nous verse 3000 F comme supplément ».

Depuis quelques mois, le feu couve sous la cendre. Alors, espérons que cette fois-ci, une flamme en jaillisse pour donner un peu de lumière aux travailleurs.

Un camion de la société Logis au poste de pesage d'Abengourou.

Ethiopie

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL FACE À LA RÉBELLION ARMÉE AU TIGRÉ

Après une guerre qui a duré plus de huit mois, le gouvernement éthiopien dirigé par Abiy a fini par conclure un accord de cessez-le-feu avec les dirigeants du Tigré, une région-État qui fait partie de l'État fédéral d'Éthiopie mais qui est entrée en rébellion. Les affrontements ont cessé, mais pour combien de temps ? Ce qui est sûr c'est que le régime éthiopien fait actuellement face à plusieurs difficultés.

Une des priorités de l'armée fédérale est la protection du grand Barrage de la Renaissance, le plus grand d'Afrique situé en amont du Nil et qui diminue le débit de ce fleuve. De ce fait, cela ne plait pas aux dirigeants du Soudan et surtout de l'Égypte, deux pays traversés par le Nil et dont l'économie est fortement liée à ce fleuve. Ces deux États menacent d'attaquer l'Éthiopie si elle poursuit le remplissage de son grand barrage. Du coup, une partie de l'armée éthiopienne est concentrée à la frontière du Soudan pour faire face à une éventuelle attaque.

Une autre partie de l'armée éthiopienne est mobilisée pour combattre la rébellion au Tigré car depuis longtemps, le Front de libération du Peuple du Tigré (FLPT) veut s'emparer de terres riches dans le nord de la région Amhara. Or le gouvernement éthiopien, globalement, n'arrive pas à contenir les ambitions des dirigeants bien implantés du Tigré. La branche armée des rebelles du Tigré, le TDF, contrôle la majorité de cette région-État, y compris Mekelé la capitale.

Une grande partie du budget de l'État fédéral est consacrée à l'armée. Abiy Ahmed a mis en avant le coût de la guerre pour justifier le départ des troupes fédérales de cette région. Quel va être l'avenir de la région Tigré par rapport à l'État fédéral ? Il est difficile de se prononcer pour l'instant. Lors de l'occupation du Tigré par l'armée éthiopienne, les populations locales ont subi des tueries, des viols, des exactions et la pénurie de nourriture. Cela s'est traduit par des dizaines de milliers de morts.

Les élections législatives initialement prévues en août 2020, ont été reportées au 21 juin 2021 à cause de la pandémie de Covid. Les résultats ne sont pas connus pour l'instant car certaines régions n'ont pas voté en raison d'affrontements inattendus. Pour celles-là, les élections auront lieu en septembre prochain. Pour le moment, Abiy semble en bonne position, la population de la capitale s'est rangée derrière lui car elle souhaite la fin de la guerre au Tigré.

La région-État du Tigré est en guerre contre l'État fédéral depuis novembre 2020.

Les travailleurs et les paysans pauvres des deux côtés n'ont rien à gagner dans un combat de dirigeants pour le pouvoir.

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.